Napoléon Empereur de la république Française

(Diégo Mané © Lyon, septembre 2004)

"S'il fallait que l'Angleterre soit juste avec la France, il y a longtemps que l'Angleterre n'existerait plus" (William Pitt).

La paix d'Amiens (27/03/1802) met fin à dix ans de guerre continue en Europe. La joie éclate... Mais ne peut durer... car l'Angleterre supporte mal la concurrence commerciale née de la bonne gestion par Bonaparte des immenses acquis de la France, bien gérés pour la première fois.



Le Premier Consul Bonaparte en 1803.

Albion vient de se faire "éconduire" (1782) de ses anciennes colonies américaines par les Etats-Unis. La perspective de la constitution d'un véritable empire colonial Français en Louisiane (alors 2/3 des USA d'aujourd'hui) la "contrarie" jusqu'au point de lui préférer la guerre.

Son refus d'évacuer Malte, en dépit du traité d'Amiens, crée la tension nécessaire. La rupture est consommée le 12 mai 1803. Sans préavis la Royal Navy part en chasse de tous les navires Français en mer et met l'embargo sur ceux innocemment embossés dans les ports anglais. Des milliers de marins Français, la plupart du commerce, iront pourrir sur les pontons jusqu'en 1814... Et l'Angleterre redevient maîtresse des mers.

Bonaparte riposte sur terre en s'emparant du Hanovre, d'Otrante et de Tarente dans le Royaume de Naples, et en s'assurant du Portugal inféodé à l'Angleterre. Tout celà en attendant d'être prêt a effectuer une "descente" sur le territoire même de l'ennemi héréditaire. L'armée est portée à 480.000 hommes et cinq camps dont celui de Boulogne sont créés pour recevoir et entrainer les troupes en vue de l'invasion.

"Je vais hasarder l'entreprise la plus difficile, mais la plus féconde en résultats effrayants que la politique ait conçue... En trois jours, un temps brumeux et des circonstances un peu favorisantes peuvent me rendre maître de Londres, du Parlement, de la Banque..." de tout quoi.

Londres qui ne dispose pas, très loin s'en faut, des moyens militaires pour s'y opposer, fait flèche de tous bois pour gêner l'entreprise. Les cours d'Europe s'en mêlent. Bonaparte tente d'expliquer sa juste position. Rien n'y fait car les dés sont pipés. La Russie, pressentie comme puissance médiatrice, finit par demander pour son entremise beaucoup plus que les Anglais eux-mêmes qui, il est vrai, avaient offert au Tsar de forts subsides en l'échange de son entrée en guerre.

Comme par ailleurs la Prusse, "cajolée" par Bonaparte dans le but de s'en faire un rempart contre l'Autriche (en échange du Hanovre) s'en tenait à sa "neutralité oscillante", et que, surtout, aucun de ces pays n'était prêt à entrer en guerre, ces manoeuvres politiques, trainant en longueur, laissaient le 1er Consul libre de poursuivre ses projets de descente, le Cabinet de Londres chercha un autre moyen de l'arrêter.

Un moyen radical. Supprimer Bonaparte... physiquement. Cadoudal, un chef chouan, s'en faisait fort, et trouva à Londres bien des oreilles intéressées, notamment royalistes... mais aussi britanniques car le Gouvernement de Sa Majesté fut en l'occurrence un allié on ne peut plus objectif. Ensuite, que ce soit Louis XVIII, Louis-Philippe, Sieyès, Moreau où même Lucien ou Joseph Bonaparte, n'importe qui enfin, sauf "Boney", qui gouverne la France, c'était égal, on s'arrangerait avec !

C'est donc bien le gouvernement avisé de la France qui gênait sa rivale insulaire à travers l'individu qui l'incarnait, avant qu'il soit empereur et in fine mis au ban de l'Europe comme fauteur des troubles fomentés depuis Londres. Un comble, mais s'il fallait que l'Angleterre soit juste...

Comme toujours en la matière, des Français, surtout "de la haute", se font les partisans de l'ennemi. Juliette Récamier ouvre son salon à tous les intrigants. Bernadotte y rencontre Moreau... tandis que Lafayette s'agite tant qu'il peut, mais ni plus ni moins que ce qu'il refera en 1815.

Bonaparte ayant plusieurs polices, le complôt sera éventé. Bien sûr Londres nie y être pour quelque chose, mais la ficelle, ou plutôt la corde (de marine) est trop grosse puisque c'est un navire britannique qui a "déposé" Cadoudal en France, convenablement lesté par le Foreign Office d'un million en lettres de change pour ses "frais".

Le gros Georges (Cadoudal) est arrêté le 9 mars 1804. Le général Pichegru, pressenti à Londres pour gagner Moreau (et donc l'armée) à la cause royale, avait été pris le 27 février. Les deux hommes parlent et bientôt les ramifications du complôt à Londres, Saint-Pétersburg et Vienne sont connues. La dernière, via le chargé d'affaires Anglais local, mène jusqu'au duc d'Enghien...

Une trop rapide enquête sur le prince apprend ses relations avec un général Thumery (?), que l'accent allemand de l'informateur local fait prendre en compte comme étant le général Dumouriez... dont la "pointure" et le passé plaident aussitôt en faveur du complôt mortel.

Une véritable "opération commando" est alors confiée à Savary. A la tête de trois-cents gendarmes et dragons le général va enlever en pays de Bade le duc d'Enghien. Amené à Vincennes, le jeune prince y sera fusillé le 20 mars 1804, "pour l'exemple", si l'on peut dire.

"Plus qu'un crime, c'est une faute", aurait dit Talleyrand. Il reste que, l'or anglais promis ne leur étant pas encore parvenu, les fauteurs de guerre Russes et Autrichiens ne sont pas encore prêts et que, le complôt démonté, Albion reste derechef seule face à l'"Ogre Corse".

Pire, c'est ledit complôt royaliste qui, en échouant, à "fait le lit de l'Empire", et donc rendu plus fort encore celui qu'on voulait abattre.

Totalement réfractaire au retour des Bourbons, la bourgeoisie aspirait à la garantie de ses acquis. La mort sous les balles d'un peloton d'exécution d'un prince de sang royal semblait creuser davantage encore le fossé existant entre Ancien et Nouveau Régime. Déjà Consul à vie, Bonaparte, en devenant "Empereur de la Révolution" serait le meilleur des gages contre un retour au passé.

Les Républicains, et même des Royalistes restés en France, y étaient devenus favorables une fois étalées les preuves de la mauvaise foi d'Albion. Quant'au Peuple et à l'Armée, Bonaparte y était déjà en quelque sorte déifié ! C'est donc sans surprise que le 18 mai 1804 le Sénat proclame "**Napoléon Empereur de la République Française**" !

Aujourd'hui ces termes nous paraissent antinomyques. Il n'en était rien à l'époque. Témoins immortelles, les pièces de monnaie. L'avers de celle de 5 F portait sous le Consulat la tête de Bonaparte. Sur son revers figuraient les mots "République française" (normal !) et sur la tranche les mots "Dieu protège la France", ce qui est surprenant quand on songe au violent et récent épisode anticlérical qu'on venait de vivre.



Enfin, sous l'Empire, on verra la tête de Napoléon couronnée de lauriers cohabiter, jusqu'en 1808, avec "République française"...

Ce qui nous fait trouver moins bizarre ces drapeaux révolutionnaires portés longtemps sous l'Empire, parfois jusqu'à la fin, par certaines unités. Oui, Napoléon était bien resté l'Empereur de la Révolution !

Il lui fallait un emblême. Le coq Gaulois, "animal de basse-cour et faible", ne pouvait convenir. Les abeilles non plus qui sont dirigées par une reine, pas plus que les fleurs de lys qui auraient constitué une sorte de plagiat. Après avoir songé au lion c'est l'aigle qui fut choisie.



Berthier reçut aussitôt l'ordre de "placer l'enseigne (l'aigle) au sommet des drapeaux de la même manière que la portaient les Romains". C'est donc "sous les aigles renouvelées de Rome" qu'avanceront à travers l'Europe les "légions" du nouveau César... et avec elles les idéaux de la Révolution et les valeurs françaises !